

## COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-LAPRADE

Décision du Maire n° DC 10-2025 prise en vertu d'une délégation donnée  
par le Conseil Municipal

**Objet : Remplacement chaudière le relais, service technique**

Le Maire de la Commune de Saint-Germain-Laprade,

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2122-22,
- **VU** le Code de la Commande publique,
- **VU** la délibération du conseil municipal n°68-2022 en date du 31 août 2022 par laquelle le Conseil Municipal a chargé M. le Maire de prendre toute décision concernant la passation et l'exécution des marchés publics pour ceux d'un montant inférieur au seuil défini par décret pour la procédure formalisée,
- **VU** la délibération du conseil municipal N°036-2025 du 31 mars 2025 relative au vote du budget primitif 2025 du budget communal,
- **VU** la consultation lancée dans le cadre d'une procédure de gré à gré pour le remplacement chaudière le relais, service technique et pour laquelle 2 offres ont été reçues (Hervé thermique ,SARL Domergues)
- **CONSIDERANT** la nécessité de réaliser le remplacement chaudière le relais, service technique
- **CONSIDERANT** l'analyse de l'offre effectuée par l'adjoint aux travaux et le responsable des services techniques,
- **CONSIDERANT** que la proposition de l'entreprise Domergues répond au besoin

### **DECIDE**

**Article 1 :** D'accepter la proposition de la SARL Domergues , 9a rue du soleil levant,43700 Saint-Germain-Laprade pour un montant total de 5441 € HT, soit 6529.20 € TTC.

**Article 2 :** La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la Commune et publiée sur son site internet <https://www.saintgermainlaprade.fr/>.

**Article 3 :** La présente décision sera transmise au contrôle de légalité et sera rendu compte lors de la prochaine réunion du Conseil Municipal.

A Saint-Germain-Laprade,  
Le 08 juillet 2025

Le Maire,  
Guy CHAPELLE



Le Maire certifie que la présente a été déposée en Préfecture de la Haute-Loire au titre du contrôle de légalité et qu'elle a été notifiée aux intéressés et publiée.

Cette décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, en recommandé avec accusé de réception :

- soit par un recours gracieux, adressé au Maire ;  
- soit par un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, 6 Cours Sablon, CS 90129, 63033 CLERMONT-FERRAND CEDEX 1. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Après un recours gracieux, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter de son rejet explicite ou implicite. Ce dernier intervient, suite au silence gardé par le Maire, à l'issue d'une période de deux mois.

Transmis en Préfecture le 10 avril 2025 - Publiée le 14 avril 2025